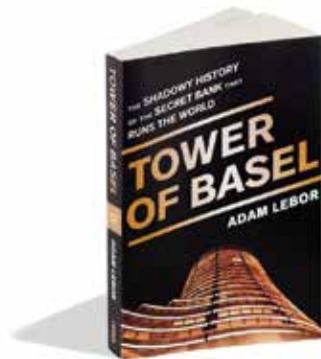


## Le b.a.-ba de la BRI



Adam LeBor

### Tower of Basel

**The Shadowy History of the Secret Bank That Runs the World**

PublicAffairs, New York, 2013, 336 pages, 28,99 \$ (toilé).

**L**e sigle BRI vous laissera perplexe à moins que vous ne soyez banquier ou un habitué de la presse financière, auquel cas vous penserez à la normalisation internationale des fonds propres bancaires ou à d'autres recommandations prudentielles du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire dont le secrétariat se trouve précisément, à Bâle, au siège de la Banque des règlements internationaux ou BRI, puisque c'est de cette institution qu'il s'agit. Adam LeBor, journaliste et spécialiste en affaires européennes, vient de publier en quelque 300 pages le fruit de ses rigoureuses recherches sur cette banque internationale méconnue qui a élu domicile dans une tour moderniste de Bâle.

La couverture du livre annonce la couleur : «la première histoire documentée de l'institution financière mondiale la plus secrète». Il s'agit effectivement d'un travail journalistique rigoureux et édifiant — quoique subjectif — d'un auteur qui a beaucoup lu sur la question, interrogé de nombreux acteurs et épulé d'innombrables documents d'archive. Mais rien à voir avec un livre d'histoire écrit *sine ira et studio*. Le sous-titre nous présente l'ouvrage comme : «L'histoire tortueuse de la banque secrète qui dirige le monde».

Adam LeBor a le don de repérer les sujets porteurs : l'histoire de la BRI en est un. Depuis sa création en 1930, son histoire a été riche en revirements

spectaculaires et il était grand temps d'écrire un livre à la fois exhaustif et accessible sur cette curieuse institution. Dans le monde de la haute finance, la BRI s'est toujours démarquée par ses particularités. D'ailleurs, il n'est pas facile d'expliquer en langage simple sa vocation ou ses fonctions actuelles. Crée après la Première Guerre mondiale, son mandat était délicat : régler le paiement des réparations imposées par le Traité de Versailles à l'Allemagne vaincue. Certes la dimension technique du recouvrement, de l'administration et de la distribution des fonds exigeait l'intervention d'une institution financière. C'est donc ainsi que fut créée la BRI (la BIZ en allemand), un établissement certes particulier qui comptait parmi ses membres fondateurs la banque centrale des pays vainqueurs (Belgique, France, Italie, Royaume-Uni), mais aussi celle de l'Allemagne et du Japon et, curieusement, un consortium de trois banques américaines représentant la Réserve fédérale. Bientôt, les banques centrales de l'Autriche, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et d'autres petits États européens rejoindraient cette banque qui devait occuper le créneau des transactions financières entre banques centrales et servir de carrefour professionnel. L'histoire allait bientôt négocier un virage : les réparations allemandes étaient suspendues. La BRI a toutefois poursuivi ses activités : son ensemble atypique d'actionnaires ne l'a pas empêchée de fonctionner, même pendant les années les plus douloureuses de la guerre.

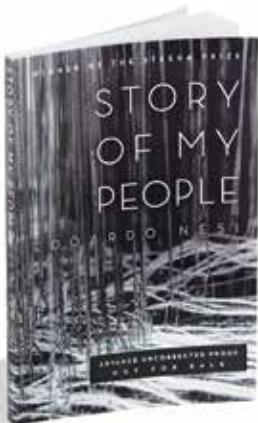
LeBor est persuadé que la BRI était loin d'être neutre, avant ou pendant la Deuxième Guerre mondiale et qu'elle est devenue un établissement contrôlé de fait par l'Allemagne, même si le président de son conseil, ses présidents et ses principaux dirigeants n'étaient pas allemands. Il s'attarde sur la vie et l'activité de plusieurs grands protagonistes — Hjalmar Schacht, le Président de la Reichsbank, Montagu Norman, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, et l'Américain Thomas McKittrick, Président de la BRI durant la guerre — et accuse les deux derniers de délits qui frisaient la trahison. L'auteur expose

les méandres diplomatiques, financiers et politiques des années de guerre en retracant le parcours de certaines personnalités de l'époque : Allen Dulles, le Directeur suisse du Bureau américain des services stratégiques, Henry Morgenthau, le Secrétaire du Trésor, et son assistant, Harry Dexter White, ainsi que Ludwig Erhard, considéré comme l'architecte du «miracle économique» ouest-allemand. Ces profils tracés avec vivacité nous poussent à la réflexion, mais ne rendent pas justice à certains des protagonistes et le livre ne nous dit rien des raisons qui expliquent l'essor qu'a connu la banque après la Deuxième Guerre mondiale pour arriver à la BRI que nous connaissons aujourd'hui. Si je m'en remets à ma propre expérience, positive, du début des années 90 (en qualité de Gouverneur de la Banque centrale de Hongrie, je participais aux réunions mensuelles des Gouverneurs à la BRI), la conclusion de l'auteur selon laquelle «... la BRI est un établissement opaque, élitaire et anti-démocratique, anachronique en ce XXI<sup>e</sup> siècle» me paraît dure et sans fondement.

La BRI est une institution internationale qui a dû prendre en charge de nouvelles fonctions face aux changements spectaculaires à l'œuvre dans le monde. En recueillant des données bancaires, en menant des études de grande qualité et en fournissant des conseils prudentiels, elle contribue de manière vitale au bon fonctionnement de la finance moderne. L'apparition de la monnaie européenne unique et la création de la Banque centrale européenne posent de nouveaux défis pour la BRI, au même titre d'ailleurs que l'importance grandissante des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et d'autres pays émergents dont les banques centrales veulent être écoutées et prises en considération. La BRI poursuivra son chemin et continuera de prospérer pour autant qu'elle réagisse toujours de la façon la plus novatrice et la plus efficiente aux demandes objectives de la haute finance internationale, comme elle ne cesse de le faire depuis sa création.

**Péter Ákos Bod**  
Professeur, Université Corvinus, Budapest

## Élégie à une ville textile



**Edoardo Nesi**

**Story of My People**

Random House, New York, 2013, 163 pages, 19,95 \$ (toilé).

«**C**e sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire.» L'adage est cruel et parfois inexact. L'historiographie par excellence de la victoire de Rome sur la Judée a été écrite par Flavius Josèphe, général des armées vaincues. Certains des récits classiques — certes contestés — de l'indépendance de l'Inde sont le fait d'historiens britanniques. Un autre classique s'ajoute aujourd'hui à la liste. Sous le titre *Story of My People*, Edoardo Nesi, que l'histoire a poussé dans le camp des vaincus, nous explique comment la concurrence chinoise a détruit l'industrie textile italienne.

Faudrait-il revoir l'adage pour expliquer que c'est la vertu, même dans la déroute, qui mérite d'écrire l'histoire? Songez à tous ces écrits sur Athènes durant la guerre du Péloponnèse. Mais l'argument ne s'appliquerait pas non plus au cas qui nous intéresse. Edoardo Nesi ne prétend pas que l'Italie soit tenante de la vertu. Au contraire, il reconnaît sans ambages que le pays a eu de la chance entre les années 50 et les années 90 : à l'époque, quiconque était disposé à travailler dur pouvait réussir. Cet âge d'or est révolu. C'est maintenant au tour d'autres pays de connaître leur heure de gloire.

Nesi n'écrit pas avec amertume,

plutôt avec tristesse. Son livre relève d'une troisième catégorie d'écriture, rare et belle : une sorte d'élegie à un mode de vie disparu. Des hommes et des femmes (concrètement ceux de la ville textile de Prato) dont la créativité était prisée à travers le monde, ont découvert un beau jour que leur talent était superflu. Ce même libre marché, qui avait été la source de leur prospérité et donné un sens à leur vie, leur faisait faux bond. Les travailleurs inépuisables d'hier, aujourd'hui désœuvrés, ressentent une profonde fatigue et, bien qu'ils n'aient rien à se reprocher, un sentiment de honte.

L'histoire de la chute de Prato est dépeinte avec lyrisme et émotion, chose rare pour un ouvrage sur le monde de l'entreprise; mais dans ce monde, Nesi est sans doute lui-même atypique. Il a certes hérité une entreprise de ses parents (et de ses grands-parents), mais il a toujours voulu être écrivain. Depuis qu'il a été forcé de vendre sa société, il se consacre entièrement à l'écriture, d'ailleurs avec une remarquable réussite. Dans ce livre, il s'attache davantage à étudier les conséquences des faillites sur la population qu'à décrire le secteur textile. Quiconque y cherchera des chiffres sera déçu.

L'ouvrage n'est pas dénué d'arguments pour autant. Nesi dresse un diagnostic sans complaisance du drame de Prato. Le plus gros problème fut le démantèlement du régime international applicable à l'industrie du vêtement, qui a ouvert les frontières européennes aux avalanches de produits chinois bon marché. À l'époque, les économistes avançaient que les entreprises italiennes allaient pouvoir en échange vendre leurs textiles plus coûteux en Chine. Mais cette promesse a fini en chimère, excepté pour quelques griffes de renom.

Le deuxième facteur était plus subtil. Soucieux de combattre la fraude fiscale, l'État italien a imposé une taxe sur le chiffre d'affaires; autrement dit, même si les entreprises étaient déficitaires elles étaient impayables. Beaucoup ont tout simplement

préféré mettre la clé sous le paillasson.

Nesi a la profonde conviction qu'il faut faire quelque chose pour préserver Prato, mais sans savoir quoi. Il dit en tout cas que comme les économistes se sont fourvoyés dans leurs conseils, il leur appartient maintenant de trouver une solution.

Y arriveront-ils? Difficile de répondre. Les principes classiques de l'économie voudraient que les avantages de la réduction des droits de douane — à savoir des produits meilleurs et moins chers pour le consommateur — dépassent ses coûts. Les échanges produisent des gains que les gagnants peuvent partager avec les perdants, par exemple en les formant à de nouveaux emplois.

Le livre rejette ce raisonnement, sa thèse étant que la perte d'un mode de vie ne peut pas être compensée. Les gouvernements devraient limiter le processus de «destruction créatrice» ou en tout cas le ralentir, de sorte qu'il soit mieux gérable. Cela peut être fait, mais à un coût pour le reste de la société. La Grande-Bretagne a tenté cela durant les années 70 et a constaté que les coûts — les subventions, les freins à l'innovation et à la croissance — finissaient par gonfler au point que la société n'était plus disposée à les accepter. C'est ainsi que s'en est suivi l'ajustement opéré sous Margaret Thatcher, qui s'est révélé d'autant plus douloureux qu'il avait été repoussé pendant si longtemps.

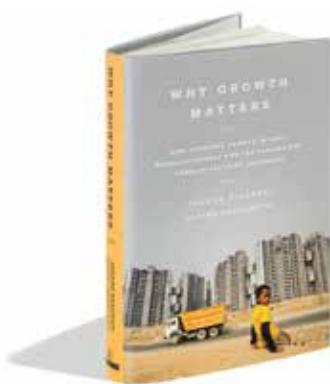
Cela étant, il est impossible de lire ce livre sans ressentir que quelque chose devrait être fait. C'est d'ailleurs ce que pensent certains économistes qui ont décidé de se pencher sur la question. Les résultats de leurs travaux arriveront trop tard pour Prato. Mais d'autres parties du monde pourraient en profiter, même celles, ou plutôt surtout celles, qui aujourd'hui vivent leur âge d'or. Car une chose est claire à la lecture de ce livre, les périodes de vaches grasses ont toutes une fin.

**Josh Felman**

*Directeur adjoint*

*Département des études du FMI*

# La plus grande tribune de débat du monde



Jagdish Bhagwati et Arvind Panagariya

## Why Growth Matters

### How Economic Growth in India Reduced Poverty and the Lessons for Other Developing Countries

PublicAffairs, New York, 2013, 304 pages, 28,99 \$ (toilé).

**D**epuis plusieurs décennies, le développement de l'Inde suscite une attention grandissante. Après l'indépendance, et surtout durant les années 60 et 70, les restrictions au commerce extérieur et aux flux de capitaux ainsi que les mesures visant à renforcer la tutelle ou la présence de l'État dans l'économie se sont intensifiées. L'État a nationalisé des banques, des mines de charbon, des compagnies d'assurance et des entreprises pétrolières. Il a créé un environnement réglementaire rigoureux, maîtrisé l'expansion des grandes sociétés et encouragé les PME, durci la réglementation du travail et limité l'investissement extérieur.

La croissance s'étant pratiquement paralysée, cette économie très contrôlée et fermée a commencé à s'ouvrir durant les années 80. Ce processus s'est nettement accéléré après la crise de balance des paiements de 1991. Depuis, l'Inde est devenue une économie en plein essor, avec des entreprises de renommée mondiale et une intégration grandissante aux réseaux planétaires.

Cette évolution a abouti à un débat — il semblerait d'ailleurs que tout se prête à débat dans la plus grande démocratie du monde — sur la question de savoir si les réformes ont effectivement nourri la croissance, si la croissance a permis de réduire la pauvreté et les iné-

galités de revenu et si le sort des pauvres s'est amélioré. Ces questions ont leur importance. L'Inde compte toujours des centaines de millions de pauvres. Que nous enseigne la réussite de l'Inde quant aux politiques à suivre pour améliorer leur niveau de vie?

Dans *Why Growth Matters*, Jagdish Bhagwati et Arvind Panagariya défendent énergiquement les 20 dernières années de réformes, démontent minutieusement tous les mythes qui entourent la politique économique et sociale de l'Inde depuis l'indépendance et préconisent d'autres réformes pour doper la croissance et améliorer davantage le niveau de vie des Indiens.

Commençons par le mythe de la croissance. Peut-on expliquer son accélération par les réformes de 1991 qui, entre autres choses, ont démantelé les licences industrielles et ouvert l'Inde au commerce extérieur et aux flux de capitaux? Ces réformes ont-elles creusé les inégalités de revenu et abouti à un nouvel âge «plaqué or»? Bhagwati et Panagariya, preuves à l'appui, affirment que les réformes de 1991, et non celles, moins profondes, qui les ont précédées, ont contribué à l'accélération de la croissance et au recul de la pauvreté, sans creuser sensiblement les inégalités.

Les auteurs passent ensuite à la critique fréquente selon laquelle les progrès sociaux en Inde, notamment en santé et en nutrition, ne seraient pas à la hauteur de ceux d'autres pays. Ils passent ainsi en revue des études qui, soit ont fait abstraction de la situation que connaissait l'Inde au départ, soit ont défini les indicateurs sociaux d'une manière qui dépeint une image défavorable du pays. Leur démarche, dans ses grandes lignes, est convaincante : il est clair que les réformes de 1991 ont annoncé une nouvelle période d'optimisme et de stabilité macroéconomique. Le pourcentage de pauvres en Inde est plus faible et le taux d'alphabétisation plus élevé que jamais. Ce sont là des faits indéniables. Certains arguments, par exemple ceux qui contestent que les réformes de 1991 aient aggravé la corruption, sont énoncés de manière claire et convaincante, tandis que d'autres, liés à la malnutrition et à la mortalité infantile, sont présentés avec

certitude, mais avec des données moins puissantes.

Bhagwati et Panagariya présentent par ailleurs une série de réformes qui permettraient au pays d'entretenir sa croissance et de la rendre plus solidaire. Les auteurs distinguent deux catégories de réformes propices à la croissance : celles qui peuvent produire un effet immédiat, par exemple l'allégement de la réglementation et l'investissement dans l'infrastructure, et celles qui visent une croissance plus efficace et plus solidaire, par exemple l'amélioration de l'enseignement primaire et la mise en œuvre de programmes sociaux.

Pour quiconque s'intéresse à l'Inde, la liste de réformes est familière (il est évident qu'il faut améliorer l'accès à l'éducation et moderniser le réseau routier), mais les auteurs vont un peu plus loin et présentent de manière claire et judicieuse les obstacles aux réformes. Les transferts monétaires conditionnels, qui ont réussi en Amérique latine et sont envisagés en Inde, devraient être adoptés avec prudence vu l'environnement difficile de gouvernance.

De même, l'accès plus large à l'enseignement supérieur est un objectif important, mais les raisons pour lesquelles il n'a pas encore été atteint — depuis les financements insuffisants jusqu'à la nécessité de combattre les intérêts particuliers de certains acteurs du marché dans des secteurs spécialisés — défient parfois la logique. Aussi est-il utile de réfléchir à la manière de surmonter ces obstacles.

Les lecteurs peu familiarisés avec l'Inde et les méandres de son système fédéral auront sans doute du mal à saisir certains développements, et le débat sur la politique économique d'avant 1985 et les données source des études basées sur les enquêtes auprès des ménages. Mais pour quiconque à suivi la récente aventure de la croissance indienne, *Why Growth Matters* est à la fois une synthèse utile de l'histoire des réformes économiques indiennes et des controverses qu'elles ont suscité, et une explication pratique et détaillée de ce qu'il est nécessaire d'entreprendre pour l'avenir.

**James P. Walsh**  
Économiste principal  
Département Asie-Pacifique, FMI